

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AU 10 FÉVRIER 1993

N° 900

10,00 F

CONTRE L'EXCLUSION, LE RACISME, LA GUERRE... PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !

PRENDRE SES AFFAIRES EN MAIN nécessite de redonner un sens et un contenu aux valeurs de solidarité, d'égalité, de liberté, mais aussi de déterminer ce que nous voulons vivre et comment. Faire vivre des utopies et des alternatives nouvelles, les faire partager seront les meilleures armes pour lutter contre la montée des idéologies autoritaires, contre le recours à des politiques d'exclusion et sécuritaires :

- plus de 250 jeunes sont morts, victimes de crimes racistes et sécuritaires depuis 1981 ;
- des milliers de déboutés du droit d'asile sont ou vont être expulsés ;
- des milliers de logements sont in-occupés, alors qu'on expulse les mal-logés manu militari.

La criminalisation des marginalisés, en particulier des immigrés et des jeunes des banlieues, bat son plein. L'exclusion qui se développe de jour en jour, les politiques sécuritaires sont les meilleures alliées du Front national. La constitution d'un Front républicain antiraciste et antifasciste, loin de remettre en cause ces logiques, se cantonne dans l'hypocrisie, préférant faire du FN le Grand Satan, et évacue les problèmes de fond. En effet, le Parti socialiste signe un appel pour le droit de vote aux immigrés alors qu'il a eu onze ans pour l'instaurer et le Parti communiste expulse les mal-logés

dans les municipalités qu'il contrôle. Les forces politiques de droite comme de gauche légitiment les fascistes par les lois sclérotées sur le droit d'asile (zone d'attente dans les aéroports), la double peine, la régression des acquis sociaux (retraites), la précarisation (RMI, Contrats emploi-solidarité...) ou encore la multiplication des forces policières. De même, en Allemagne, les principales for-ces politiques légitiment les néo-nazis ; en effet, leur principale réponse politique face aux

**« Apartheid » social,
nationalisme : la forteresse
Europe engraisse
les extrêmes droites »**

attaques des foyers de réfugiés est la mise en cause du droit d'asile. Dans les pays de l'Est, les Balkans, le rejet de l'autre, de l'étranger, s'accompagne de volontés séparatistes. Pour être légitimées, celles-ci s'appuient sur le nationalisme, la religion ou les oppositions « ethniques ». Les responsables des régions les plus « riches » veulent se séparer des plus pauvres. On assiste à la mise en place d'un véritable « apartheid ». En France aussi ce processus se manifeste. Ainsi la politique de décentralisation, impulsée par le PS, conduit à la mise en concurrence entre les régions. Concurrence qui est au fondement de la construction européenne. A l'échelle de la ville, la juxtaposition des cités ghettos, de l'ennui et de la misère, face aux quartiers chics, éclatants de luxe et d'opulence, participe à cette logique de développement séparé, d'« apartheid » social.

T2137 - 900 - 10.00 F



Fédération anarchiste, Reflex, Label rouge, Collectif d'information et de recherche cannabique



**Manifestation
contre
les exclusions
6 février 1993**

**« AGIR AU LIEU
D'ÉLIRE »**

PARIS

**Place de la
République
14 h**

Rendez-vous
du cortège de
la Fédération anarchiste :
à l'angle du
boulevard Voltaire

EX-YOUGOSLAVIE

Les femmes trinquent de tous les côtés

**Le gouvernement croate s'apprête à prendre
des mesures draconiennes contre la condition féminine**

Tandis que les combats se poursuivent sur le front yougoslave, les gouvernements font de plus en plus pression à l'arrière sur les populations. On sait qu'en Serbie ou en Slovénie les mesures économiques serrent les ceintures. On sait aussi que dans toute l'ex-Yougoslavie tous les moyens propagandistes sont bons pour exciter les ardeurs chauvines (1). Le gouvernement croate ne fait pas exception. Il va en effet instaurer une législation draconienne sur la condition féminine. Qu'on en juge suppression de l'avortement, propagande anti-avortement « dans la médecine, les manuels scolaires, la télévision et la presse », prise de contacts avec des mouvements anti-avortement en Europe et en Amérique, répressions législatives diverses. Objectif déclaré : favoriser un « renouveau démographique et spirituel », accroître la natalité (avec plusieurs mesures, certaines touchantes comme la suppression de la TVA sur les chaussures d'enfants, d'autres plus grotesques comme les primes favorisant le lapinisme), revaloriser la famille et la femme au foyer. On voit bien, au passage, le triomphe de l'idéologie catholique. Après la Pologne, la Croatie va devenir l'un des nouveaux bastions du Vatican qui ne désire qu'une chose : en conquérir d'autres. Objectif à peine masqué : peupler la Croatie de futurs soldats, renouveler la chair à canon !

Le gouvernement croate va-t-il profiter de la légitime émotion provoquée par la systématisation des viols perpétrés par l'armée serbe pour imposer, par derrière, des mesures, rétrogrades vis-à-vis des femmes, et donc de la société tout entière ? Dans l'indifférence générale ? Avec la complicité des humanistes occidentaux qui raisonnent sur le mode du « oui, mais les ennemis de nos ennemis sont nos amis... » ? Si les combats finissent un jour, les sociétés de l'ex-Yougoslavie doivent-elles pour autant s'enfoncer dans plus de barbarie ? Nous devons l'en empêcher (ci-dessous les contacts à prendre) (2).

Non décidément, cette guerre en Yougoslavie n'est pas « d'une nature nouvelle ». Ce n'est pas parce que

les Khmers rouges asphyxiaient leurs victimes avec des sacs en plastique, que les nazis gazaient les éléments qu'ils jugeaient impurs et que les Yougoslaves utilisent les viols comme dans toutes les guerres ou les *snipers*, que les choses sont sur le fond différentes, c'est bien toujours les mêmes victimes : les individus, les peuples ; c'est bien toujours les mêmes oppresseurs : les armées, les Etats ; c'est bien toujours les mêmes mécanismes, les mêmes aveuglements : le nationalisme, la guerre. Penser le contraire revient à cautionner le discours du pouvoir qui vise — sous couvert du cas par cas — à systématiser la politique de l'ingérence continuelle, le discours de l'armée, le tout sous intense fond d'hystérie médiatique.

Ah oui, quand la télé nous présente les images de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver de Sarajevo en 1984, et nous les compare avec celles d'un stade aujourd'hui bombardé et déchi-queté, le pékin moyen se dit : qu'il était beau l'ancien temps, il faut revenir à tout cela ! Que l'ONU soit à la politique ce que le CIO est au sport. Intervenons, intervenons, hurle-t-il avec les loups ! Il est temps de contrer, ici, dans nos lieux de vie, de travail, cette saloperie de propagande...

**Le secrétariat aux Relations internationales
(informations transmises par la Commission
« Femmes » de la FA, d'après des contacts
suisses et « Femmes sous lois musulmanes »)**

(1) Cf. la brochure qui vient de sortir : *Yougoslavie : le terrorisme des Etats - analyse critique et propositions anarchistes*, aux éditions du Monde Libertaire. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 20 F.

(2) Contacts en Suisse : Barbara (1-451-41-03) ; protestations à adresser au gouvernement croate : M. Sarinic, Trg Stjepana Radica 6, 41000 Zagreb (Croatie) ; envoyer les photocopies des télégrammes à la permanence SOS-Femmes : Druvstvo SOS-Telefon, PP 26, 61110 Ljubljana (Slovénie).

(Lire le communiqué FA, « Appel pour la paix maintenant ! », P. 5.)

F° p. 2520

PROMESSE SÉCURITAIRE

La drogue : fonds de commerce pour politiciens en mal de voix

REVOICI venu le temps des élections avec leur cortège de fausses promesses et de vœux pieux, de bonnes intentions et de touchantes attentions. Pire que tout dans ce bazar tape-à-l'œil, les solutions-miracle dont il convient de se demander pourquoi elles ne voient le jour qu'avant les élections importantes. Un peu comme s'il apparaissait urgent aux politiciens de

montrer aux foules impressionnées que l'Etat est bien là, qu'ils maîtrisent la situation, qu'ils travaillent à notre sécurité (et à celle de nos biens), qu'il faut donc les réélire. Les mesures spectaculaires de fin de mandat sont donc faites pour impressionner plus que pour être efficaces. Il en est ainsi du jeu politique. Il est souvent des traits communs à toutes ces recettes sociales express de

dernière minute : soit elles distribuent généreusement de l'argent aux électeurs potentiels, soit elles s'attaquent de front aux dissidents pour mieux montrer aux masses normalisées que c'est bien elles qui comptent ; dans les deux cas, ça flatte à bon marché.

Dernier exemple significatif en date : le tandem d'enfer Quilès-Broussard s'en va en guerre contre la drogue. Toutes les drogues. Enfin presque ; toutes les drogues non fiscalisées. Aussi, le ministre de l'Intérieur Paul Quilès prend sa plume et la trempe dans l'encre du quotidien *Le Monde* en date du 16 janvier 1993 pour en appeler à la « fermeté contre la drogue », cette « menace contre la Démocratie ». Rien que ça !

Resituons les choses, elles ne sont pas inintéressantes. En fait, le débat fait rage à l'intérieur de la presse gouvernementale ; politiciens, professeurs et sociologues se penchent avec la précaution des gens à qui l'on pourrait un jour reprocher d'être à la fois responsables et coupables sur l'épineux problème de la santé des toxicos. Doit-on dépénaliser l'usage de la drogue ? Doit-on mettre en place une distribution assistée des drogues ? Doit-on distribuer des produits de substitution ? Peut-on se contenter de mettre en place des distributeurs automatiques de seringues ? Et doit-on tenir compte d'une éventuelle harmonisation européenne avant d'agir ? Bref, ça part dans tous les sens, et comme de toutes façons personne n'a la solution, tous tournent en rond en se

grattant le menton. Les politiciens pour savoir ce qui pourrait bien plaire à l'opinion publique en la matière et qui pourrait faire croire qu'on maîtrise le sujet, et les professionnels pour essayer de limiter les dégâts que pourraient éventuellement faire les politiciens en mal de mesures spectaculaires.

Toute la question tourne autour de la fameuse loi du 31 décembre 1970 qui pénalise l'usage de la drogue. Le consommateur est alors considéré comme délinquant et traité comme tel. Les leçons de la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis au début du siècle n'ont apparemment servi à rien, pourtant le principe est exacte-

ment le même. En terme de santé publique, la prohibition est un échec puisqu'elle ne résout pas le problème des consommateurs et donc les pousse vers des substances de coupages ou des produits frelatés. En termes de sécurité, d'une part elle augmente le nombre de « criminels » puisqu'elle en crée une nouvelle catégorie, mais en plus elle pousse cette catégorie de gens qui n'étaient jusqu'alors en rien destinés à être des « criminels » vers la clandestinité, en les vulnérabilisant devant les trafiquants qui peuvent alors les inclure de facto dans le circuit et ainsi les exploiter sous le prétexte finalement pas si malhonnête que ça de « on est tous dans le même bain ». La drogue devient donc par la force des choses un fléau social. Car finalement, sans aller jusqu'à dire que les drogues dites dures (celles qui entraînent une dépendance physique) sont des substances anodines, il faut savoir raison garder : la reine Victoria ne crachait pas sur le cannabis, mais son péché mignon c'était l'opium. Pourtant hormis ce point, qui peut trouver un point commun entre la veuve de Windsor et une loque du forum des Halles ?

Victoria fumeuse d'opium

Les riches qui se remplissent le nez de coke et les veines d'héroïne savent le faire proprement. Les boîtes de nuit branchées où la jeune bourgeoisie désœuvrée s'en va le samedi soir pêcher dans la soie ne sont pas des lieux sordides dont le voisinage réclame la démolition à grand coups de pétitions, et pourtant... Au moins, dans ces lieux-là, la came est de bonne qualité, mais c'est comme tout, il faut pouvoir y mettre le prix. Si drogue et loque sont souvent associées dans la mythologie sociale, la vérité est loin d'être aussi simple. Le pourcentage de gens camés jusqu'à l'os est de loin plus important dans la noblesse britannique ou dans le showbiz que dans les squats de Liverpool, pourtant, la visibilité de la déchéance humaine liée à la consommation d'héroïne est nettement plus sensible chez les pauvres.

Si la drogue pose un problème de voisinage urgent à résoudre dans le quartier des Halles à Paris, les

puvoirs publics en général et la police en particulier semblent beaucoup moins affectés par le même fléau dès lors qu'il se situe dans les caves de La Courneuve. La drogue, ça fait sale quand c'est visible, mais quand c'est invisible, et dans des endroits où de toute façon la population ne sert à rien au système, ça a peut-être un côté bien pratique. Finalement, un peu comme les gendarmes mécaniques que l'on met au bord des routes au Japon pour faire ralentir les voitures, la drogue dans les cités et les ghettos a un effet calmant sur la population. Le but dans la vie des jeunes n'est plus ni trouver du travail (de toute façon y'en a pas) ni de se révolter, mais de faire des affaires pour les uns et de trouver une dose pour les autres. Certains même finissent par cumuler les deux activités. Là, hormis les associations militantes, personne ne fait rien contre la drogue.

La drogue n'est donc pas un fléau social en soi. C'est l'effet social de la drogue et son utilisation qui font d'elle ou non un fléau en fonction de l'appartenance de classe de l'utilisateur. C'est la façon dont est modifié le comportement social du « drogué » et son rapport à la marchandise qui font de lui un « criminel » ou pas. Et de toute façon, la délinquance liée à la drogue là aussi ne pose un problème que lorsqu'on agresse les touristes dans le forum des Halles. Les vieilles de banlieue qui se font tirer leur sac avec 200 balles dedans, tout le monde s'en fout. Pour sa dose le camé est prêt à oublier que s'attaquer aux gens de sa classe, c'est renforcer le pouvoir des flics et des riches qui font tout pour diviser la classe ouvrière. Quand les municipalistes communistes en Seine-Saint-Denis réclament plus de flics, outre le fait que ce

La drogue, fléau social ?

son rapport à la marchandise qui font de lui un « criminel » ou pas. Et de toute façon, la délinquance liée à la drogue là aussi ne pose un problème que lorsqu'on agresse les touristes dans le forum des Halles. Les vieilles de banlieue qui se font tirer leur sac avec 200 balles dedans, tout le monde s'en fout. Pour sa dose le camé est prêt à oublier que s'attaquer aux gens de sa classe, c'est renforcer le pouvoir des flics et des riches qui font tout pour diviser la classe ouvrière. Quand les municipalistes communistes en Seine-Saint-Denis réclament plus de flics, outre le fait que ce

son rapport à la marchandise qui font de lui un « criminel » ou pas. Et de toute façon, la délinquance liée à la drogue là aussi ne pose un problème que lorsqu'on agresse les touristes dans le forum des Halles. Les vieilles de banlieue qui se font tirer leur sac avec 200 balles dedans, tout le monde s'en fout. Pour sa dose le camé est prêt à oublier que s'attaquer aux gens de sa classe, c'est renforcer le pouvoir des flics et des riches qui font tout pour diviser la classe ouvrière. Quand les municipalistes communistes en Seine-Saint-Denis réclament plus de flics, outre le fait que ce

son rapport à la marchandise qui font de lui un « criminel » ou pas. Et de toute façon, la délinquance liée à la drogue là aussi ne pose un problème que lorsqu'on agresse les touristes dans le forum des Halles. Les vieilles de banlieue qui se font tirer leur sac avec 200 balles dedans, tout le monde s'en fout. Pour sa dose le camé est prêt à oublier que s'attaquer aux gens de sa classe, c'est renforcer le pouvoir des flics et des riches qui font tout pour diviser la classe ouvrière. Quand les municipalistes communistes en Seine-Saint-Denis réclament plus de flics, outre le fait que ce

Vincent Tixier
(gr. Ubu - Paris)

NOTRE DERNIER AUTOCOLLANT

VENTES
D'ARMES
VENTE DE
MORT



ETAT FRANCAIS
ASSASSIN

IL FAUT AGIR
CHAQUE JOUR

Fédération Anarchiste
145 rue amelot Paris 11

En vente
à la librairie du
Monde Libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
(chèque à l'ordre
de Publico)

Le groupe Henry-Poullaillé de Saint-Denis a édité l'autocollant ci-dessus (texte en noir et dessin en vert), format : 9,5X13,5. Prix de vente : à l'unité : 2 F ; le paquet de 40 : 30 F ; le paquet de 100 : 60 F. (Les paquets étant préparés à l'avance, veuillez respecter ces quantités.) Ajoutez 3 F de port.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

AVIS

La semaine dernière, nos abonné(e)s n'ont pas reçu le n° 899 du *Monde libertaire* ; il ne s'agit en rien d'un problème lié à notre routage, mais d'une grève affectant le centre de tri de Rouen. De ce fait, tout acheminement de courrier est bloqué. *Le Monde libertaire*, expédié le mardi soir par l'imprimerie dieppoise La Vigie, n'échappe pas au conflit social qui oppose les postiers à l'administration PTT. Veuillez excuser ce désagrément, bien indépendant de notre volonté.

Le comité de rédaction

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

RENDEZ-VOUS

AMBÉRIEU-EN-BUGEY (AIN)
Une liaison FA s'est constituée dans la région d'Ambérieu-en-Bugey. Pour la contacter, écrivez à Michel Bellaton, HLM 1 Les Violettes, 01640 Jurieux.

ARDENNES
La liaison des Ardennes peut être contactée par l'intermédiaire des Relations Intérieures/FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

BELLEGARDE-DU-RAZÈS
Une liaison FA existe dans le Razès. Pour la contacter, écrivez à Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.

MONTPELLIER
Les groupes de Montpellier et de Nîmes de la FA et l'association « Initiative Solidarité Alternative » appellent à manifester contre le racisme dans un cortège indépendant le 6 février à 14 h 30 au Peyrou à Montpellier.

PARIS
L'Union régionale parisienne de la FA vous invite à la conférence-débat qui doit se dérouler le vendredi 12 février, à 20 h, à l'AGECA (177, rue de Charonne [métro Charonne ou Alexandre-Dumas], 75011 Paris) autour de l'ex-Yougoslavie. Cette conférence-débat sera animée par Xavier Merville (gr. Ubu de Paris), Philippe Pelletier (Gr. Makhno de Saint-Etienne), Denis Langlois, Nelly Trumel de l'émission « Femmes Libres » (Radio Libertaire), une militante de « Femmes en noir » et des militants libertaires de l'ex-Yougoslavie du groupe Kamov de Paris.

ZAÏRE

La France, l'Afrique et la démocratie

UN AMBASSADEUR de France se fait buter chez Mobutu, voilà qui aurait pu faire que la France se décide à lâcher son dictateur africain préféré. Eh bien non, c'est encore lui qui s'en sort en héros, en seul garant de l'ordre établi. Et quel ordre ! Pour le très bienveillant ministère français des Affaires étrangères, la situation sur place est d'une simplicité enfantine pour ce qui est de l'analyse politique. Jugeons-en plutôt : pour la Chancellerie, il s'agissait « d'affrontements entre soldats incontrôlés et la Division spéciale présidentielle qui essayait de rétablir l'ordre. » Bon sang mais c'est bien sûr, l'ordre c'est quand un autocrate fait imprimer des billets de banque chez un banal imprimeur allemand, et les distribue généreusement à qui mieux mieux en guise de salaire. S'il s'en suit une émeute de fonctionnaires qui sentent bien quelque part qu'on se moque un peu d'eux, ça devient le désordre. Alors ça, pour de l'analyse fine, c'est de l'analyse fine ! Heureusement que les gens qui tiennent le Quai d'Orsay sont d'anciens militants socialistes et qu'ils savent avoir la présence d'esprit (et un reste de finesse d'analyse) pour ne pas instaurer l'ordre sous nos latitudes

car même le consensus syndical n'y survivrait pas.

Nous sommes donc fixés, y compris par le truchement de la mauvaise foi la plus obscène, l'Afrique reste la chasse gardée de la France, et l'ordre qu'on y a établi, quoi qu'il advienne, est le bon et le seul espoir pour ces populations

« Ça va en faire de grandes parties de Monopoly ! »

d'assistés qui ne sont « pas prêts pour la démocratie » (dixit Jacques Chirac). Ça tombe bien, on n'est pas démocrates.

Nous n'avons pas l'habitude de plaindre dans nos colonnes la situation sociale de la soldatesque de quelque région que ce soit. Il n'empêche, on peut se douter que si il n'y a plus de quoi payer les soldats, le point où les autres catégories seront aussi concernées ne devrait pas être loin. Ça va en faire de grandes parties de Monopoly ! Au moins Thatcher

quand elle n'avait plus de sous, elle limitait tous les autres salaires, sauf ceux de la police... ça peut servir. Pas bête hein ?

Et c'est justement ça que Mitterrand voudrait faire admettre aux dictateurs démodés des anciens comptoirs de l'Europe : la démocratie c'est gouverner en gardant tout le pouvoir mais en le gérant mieux. Quand on a compris ça, un, on reste en place longtemps, deux, quand on quitte le pouvoir c'est pour partir à la retraite, pas pour aller en prison ou en exil, et trois, quand on est poussé par la conjoncture économique du moment, si la populace ne comprend rien aux données corrigées des variations saisonnières, on leur met sur la gueule grâce aux flics qu'on aura prié de payer avant. C'est ça la démocratie. Y'a pas de raison que ça ne marche pas en Afrique aussi.

Vincent Tixier (gr. Ubu - Paris)

« 70 000 F pour le Monde libertaire d'ici février 1993 »

Sommes perçues du 21 au 27 janvier 1993

- Alberich P. : 350 F ; Baud G. : 250 F ; Bernard L. : 100 F ; Cautière D. : 160 F ; Creusier S. : 130 F ; Dauguet A. : 50 F ; Debatisse D. : 60 F ; Donat J.-M. : 100 F ; Espanol G. : 200 F ; Fosse R. : 60 F ; Godmer : 100 F ; Gourdon P. : 500 F ; Guillochon R. : 60 F ; Grenet : 60 F ; Groupe Fresnes-Antony : 1000 F ; Groupe Région-toulonnaise : 650 F ; Hénault R. : 100 F ; Jaffiol S. : 50 F ; Jeannot A. : 60 F ; Klimon E. : 210 F ; Lacroix : 60 F ; Loumar : 210 F ; Marcel : 200 F ; Martin M. : 200 F ; Moulon : 105 F ; Patillon C. : 300 F ; Paulard A. : 100 F ; Pelliccioli P. : 60 F ; Rostaing B. : 110 F ; Ruiz J.-F. : 200 F ; Thomas Y. : 100 F.

TOTAL : 4 435 F (Ancien total : 38 680 F)
TOTAL GÉNÉRAL : 43 115 F

Envoyez vos dons à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico (avec mention : « Soutien ML » au dos).

Dans le cadre de « Rencontres & Chansons » l'association Contre-Courants organise le samedi 6 février à 21 h au théâtre Jean-Vilar à Bourgoin-Jallieu (Isère) un concert avec Jean-Louis Blaire, Elisabeth & Guimou de la Tronche. Entrée : 70 F & 90 F.

RENDEZ-VOUS

BRIGNOLES (VAR)
Un groupe vient de se constituer sur Brignoles et sa région (Centre-Var). Pour le contacter, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex, qui transmettra.

FREYMIING-MERLEBACH
Pour contacter la liaison FA de Freyming-Merlebach, écrivez à Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.

LIMOUX
La liaison de Bellegarde-du-Razès organise le jeudi 4 février à 20 h 30, salle Louis-Coste à Limoux, une conférence-débat sur le thème : « Yougoslavie : le terrorisme des Etats », avec comme orateur Philippe Pelletier, militant de la FA et géographe.

LYON
Les groupes FA de Lyon organisent à l'occasion de la journée antifasciste du 6 février un départ collectif en autocar le 6 février à 7 h. Départ devant l'université Lyon III, quai Claude-Bernard, à côté du pont de l'Université. Retour au même endroit à 1 h ou 2 h du matin le 7 février. Prix aller-retour : 120 F (chèque à l'ordre de « La Plume Noire »). Prendre contact le plus rapidement possible avec La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Lors des permanences, du mercredi au samedi de 15 h à 19 h, téléphonez au 72.00.94.10.

LYON
La librairie La Plume Noire, (15, rue Rivet, 69001 Lyon) organise un cycle de conférences en trois volets (après un premier en date du 30 janvier) :
- second volet, « Analyse et critique de la société actuelle », samedi 20 février à 15 h ;
- troisième volet, « Propositions et pratiques de la Fédération anarchiste », samedi 6 mars à 15 h.

NANTES
Retrouvez le groupe FA Milly-Witkop, en collaboration avec l'OCL-Nantes, les mardis 9 et 23 février dans le cadre de l'émission « Magazine libertaire », de 19 h 40 à 20 h 30, sur Radio Alternantes FM (98.1). Par ailleurs, pour contacter le groupe Milly-Witkop, une seule adresse : Groupe Milly-Witkop c/o « Magazine Libertaire », 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

PERPIGNAN
Le groupe Puig-Antich organise le vendredi 5 février à 20 h 30, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter à Perpignan, une conférence-débat sur le thème : « Yougoslavie : le terrorisme des Etats », avec comme orateur Philippe Pelletier, militant de la FA et géographe.

SARREBOURG
Le vendredi 26 février, à 20 h 30, en salle du restaurant de la Salle des Fêtes de Sarrebourg, une réunion-débat sur le thème : « Ne pas subir la crise et le racisme » sera animée par la liaison FA de Moselle-Sud et l'association antifasciste « Réflex ». Contact : Liaison FA de Moselle-Sud, c/o FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

TOULON
Le groupe Nada peut être contacté à : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex (inscrire « Groupe Nada » au dos de l'enveloppe) ; ou par MINITEL : « 3614 chez Nada 83 ». Contre une enveloppe timbrée à votre nom, vous recevrez, en prime, Nada, le journal du groupe, dont le n° 1 (janvier 1993) vient de sortir.

Echos de presse

Le n° 13 d'Action, la lettre mensuelle d'Act up-Paris est sorti avec un texte sur le sida et la toxicomanie. Un numéro de début d'année avec une sélection de témoignages de militants : « Pourquoi je suis à Act up ? ». Action est toujours gratuit. On le trouve à la librairie du Monde Libertaire. On peut aussi s'y abonner en soutien au prix de 80 F pour un an (11 n°). Action c/o Act up, BP 12, 75462 Paris cedex 10.

Alternative Libertaire voit grand ce mois-ci : « Supprimons la prison », titre-t-il, tant il est vrai qu'à demander l'impossible, rien ne le reste éternellement et que les utopies sont nécessaires. Un dossier « Prison », donc, qui occupe un bon tiers du journal, mais également, entre autres choses, le « nouveau catéchisme », décortiqué par « Antenne Rose » (association gay de Bruxelles), des échos du débat sur la nation dans le Monde Libertaire... La liste des sujets abordés serait trop longue pour cette modeste rubrique. Alternative libertaire, c'est une valeur sûre !

Alternative Libertaire, n° 149 (février 1993), 20 FF ou 100 FB. 2 rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Abonnement pour la France auprès du groupe Humeurs Noires (1 an : 200 F), chèque à l'ordre d'ALDIR ; Humeurs Noires, BP 79, 59370, Mons en Barœul.

Un canard libertaire conséquent dans le sud-ouest ? Ça existe ! C'est Infos et Analyses Libertiaires. Ce trimestriel, édité par le Cercle d'études sociales de Perpignan pour le compte de l'Union régionale FA du Sud-Ouest, ne vous décevra pas. Au sommaire : la Somalie, la Yougoslavie, le sang contaminé, des débats tels que ceux sur la nation, l'écologie. Vous trouverez également dans ce numéro de janvier un historique de la fédération SUD-PTT, des nouvelles des inculpés du droit d'asile, une biographie de James Guillaume, représentant avec Bakounine la branche anti-autoritaire de l'AIT. Tout ça dans 24 pages !

Infos et Analyses Libertiaires coûte 15 F. L'abonnement pour un an est de 75 F (abonnement militant : 100 F et de

soutien : 150 F, ajouter 15 F de port). CCP 3096L Montpellier.

Infos et Analyses Libertiaires, BP 233, 66002 Perpignan Cedex.

A lire d'urgence : le dernier numéro d'Urgences pacifistes ! Au milieu du concert assourdissant des va-t-en-guerre, le trimestriel pacifiste titre avec « Guerre à la guerre », non pas pour appeler à une intervention des Rambos onusiens, mais pour plaider la mobilisation de tous les pacifistes contre la boucherie yougoslave. Avec des documents (une motion des Verts appelant à l'intervention), des analyses, des rappels de l'action des pacifistes qui ne sont pas, loin s'en faut, restés inactifs dans l'affaire, avec également des textes de Denis Langlois, un dossier sur une conférence de femmes pacifistes à Bangkok en novembre dernier, Urgences pacifistes tente de vous apporter quelques points de repères en ces temps troublés tout en n'évacuant pas les interrogations et les problèmes fondamentaux.

Urgences pacifistes, n°8, février 1993, 15 F. 20 rue Manin, 75019 Paris. L'abonnement est de 50 F pour quatre numéros (chèque à l'ordre de « Urgences »).

Soleil Noir est le bulletin de l'association « Baron Noir ». A mi-chemin entre le BD-zine et le magazine, Soleil Noir nous propose dans son numéro 11 (janvier-février-mars) des sujets sur Prévert (Rêve-évolution : Révolution), les romans noirs, des BD (sur l'Ulster, les tentatives révolutionnaires de 1919 en Allemagne, la gestion directe), une étude de la Scientologie, des sélections de zines rock. Notons également que « Baron Noir » édite des livres (Ptit Punk) et des numéros spéciaux dont Révolutions Confisquées, un dossier BD de Cyril sur l'Ukraine, l'Espagne 36, le nazisme... Noir et décapant !

Soleil Noir, n° 1, 10 F. Révolutions Confisquées, 20 F. Editions « Baron Noir », BP 527, 75666 Paris cedex 14.

Le Comité de rédaction

ALLEMAGNE

Assassinats de militants antifascistes

LE 22 JANVIER 1993 à Fribourg vers 16h30, Kerstin était assassinée, déshabillée par l'explosion d'un colis piégé devant sa porte. Kerstin était connue pour ses activités antifascistes et militantes. Bien que l'attentat ne soit pas revendiqué, il est fort probable que ce meurtre abject soit l'œuvre des fascistes qui depuis quelques mois s'attaquent de plus en plus souvent à des personnes connues comme antifascistes, anarchistes ou « de gauche ». En novembre 1992, Silvio, militant antifasciste et squatteur était poignardé par des hooligans nazis dans le métro à Berlin.

En deux ans, Kerstin est la trentième personne victime des exactions nazies.

Après les pogroms de Hoyerswerda et de Rostock, les deux fillettes brûlées vives à Mölln, les centaines d'agressions contre les demandeurs d'asile, de réfugié(e)s politiques, ... insultés, attaqués, frappés et assassinés dans la rue et dans leurs foyers, ceci dans l'indifférence générale, les néo-nazis entament désormais une nouvelle étape dans la terreur qu'ils exercent quotidiennement contre tous ceux (gens de couleur, antifascistes, autonomes, homosexuel(le)s [Kerstin était lesbienne, NdR], handicapés physiques et mentaux) qui n'appartiennent pas à la « nouvelle race aryenne » : le meurtre politique, l'exécution pure et simple.

Bien sûr, une nouvelle fois, les médias vont tout faire pour relativiser l'événement et étouffer l'affaire... Après les assassinats contre la famille turque de Mölln, les médias à la solde de l'Etat n'avaient pas hésité à faire courir

les rumeurs les plus scandaleuses sur le père des victimes : il serait membre de la mafia locale, il s'agit sans doute d'un règlement de compte entre les membres de la « mafia turque », il a peut-être lui-même mis le feu à la maison... Abject.

Pour Silvio, même manipulation de l'opinion publique : il aurait provoqué ses agresseurs, il s'agirait d'une bagarre entre bandes rivales, il aurait été poignardé avec son propre couteau... La police berlinoise n'a pas hésité à faire pression sur les deux amis de Silvio, eux-mêmes hospitalisés et grièvement blessés lors de l'agression, pour

« Une nouvelle étape dans la violence est franchie. »

qu'ils affirment que leurs agresseurs n'étaient pas des feds ! Tout est bon pour sauvegarder l'image de l'Allemagne à l'étranger, préserver les échanges financiers, ne pas inquiéter les investisseurs et rassurer la population. L'Allemagne de 1993 n'est pas la République de Weimar, l'histoire ne se répète pas...

Les véritables instigateurs de ces meurtres racistes se trouvent à Bonn, siègent au Parlement, s'autocongratulent dans les salons et les réceptions mondaines. Ce sont eux, les Kohl (chancelier), Kinkel (ministre des Affaires étrangères), Seiters (ministre de l'Intérieur) qui organisent et orchestrent cette campagne raciste, récupèrent les vociférations nazies et l'approbation

tacite de la population à des fins politiciennes, parlent de réformer la constitution, de réviser le droit d'asile, les conditions de séjour sur le territoire allemand, de réguler « ce flot de faux demandeurs d'asile qui déferle sur l'Allemagne ».

Tous les partis politiques sont concernés. Tous suivent la meute. En fait, c'est la même tactique utilisée par les politiciens français dans leur jeu avec Le Pen et le FN. Tous pourris !

Vendredi soir, 500 personnes se réunissaient spontanément et défilaient silencieusement dans le centre ville de Fribourg pour exprimer leur deuil et leur rage. On s'est ensuite rendu à l'appartement de Kerstin. Une grande manif est prévue lundi soir, le 25 janvier. Kerstin était mon amie. Beaucoup de gens ici la connaissent. Après avoir veillé et pleuré une bonne partie de la nuit, aujourd'hui j'ai envie de crier et de réagir.

Une nouvelle étape dans la violence est franchie. Ici en Allemagne, les antifascistes ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Seuls contre la police qui s'acharne avec la plus grande brutalité contre nos manifestations et nos actions, contre les politiciens qui dénoncent la « violence de droite comme de gauche » et contre la presse qui nous accuse de faire le jeu des fascistes et occulte les faits.

En 1983, un groupe punk de Hambourg, les Slime, chantait : « On n'est plus loin du IV^e Reich ». Beaucoup à l'époque trouvaient ça exagéré. Aujourd'hui encore, beaucoup continuent à nier le danger. Pas nous.

Daveman
(gr. Humeurs Noires - Lille)

Brèves informations sur la presse anarchiste dans le monde...

ETATS-UNIS

Le mensuel d'informations révolutionnaire anarchiste *Love & Rage* en est à sa troisième année de publication (une quinzaine de pages, format A3, noir et blanc). Il incluait jusqu'à récemment la page OGB (*On Gogol Boulevard*), réalisée par le groupe Ni Est ni Ouest de New York et consacrée aux pays de l'Est. Cette collaboration prendra désormais place dans le magazine *Anarchy*, car le journal souhaite s'élargir au reste du monde. Il souhaite notamment des contributions sur l'antifascisme en Europe. *Love & Rage* n'est pas seulement un journal mais aussi un réseau qui se structure progressivement sur l'ensemble du continent nord-américain (une soixantaine de relais). Il a tenu son dernier congrès annuel à Atlanta (Géorgie). *Love & Rage*, PO Box 3, Prince Street Station, New York, NY 10012.

PÉROU

Le Mouvement anarchiste péruvien (MAP) édite *Movimiento* à partir de Cuzco. Trente-trois numéros sont déjà parus. De format A4 et d'une dizaine de pages tirées avec des moyens de fortune, ce bimensuel assume la lourde tâche de clarifier les positions face au pouvoir quasi-dictatorial du président Fujimori et au « maoïsme narco-terroriste » du Sentier Lumineux. MAP, apartado 308, Cuzco.

RUSSIE

Des nouvelles récentes de Russie, avec la sortie du dernier numéro d'*Obschina* (n° 48, format A4, type magazine, 24 p.) et une lettre de son comité de rédaction : « *Obschina* est le plus vieux magazine anarchiste publié en russe. Fondé à Genève en 1877, *Obschina* ressortit à Moscou en septembre 1987. Il fut publié clandestinement pendant trois ans. Ayant démarré avec seulement une douzaine d'exemplaires, frappé sur machine à écrire, *Obschina* devint l'un des magazines indépendants les plus populaires une année après sa publication. *Obschina* publia des faits et des documents inconnus plusieurs années avant la presse officielle. Il apporta de la lumière sur de nombreux crimes du gouvernement. *Obschina* publia également des articles sur Bakounine, Kropotkine, Tolstoï, Makhno, Borovoi, Novomirsky et d'autres qui étaient presque complètement oubliés.

Au début de 1991, *Obschina* cessa temporairement pour des raisons financières. Il avait déjà fait paraître quarante-sept numéros et trois éditions spéciales. Le mouvement anarchiste dans l'ex-URSS a connu un malheureux déclin au cours des deux dernières années. De nombreux groupes ont disparu ; d'autres ont vu leurs membres se réduire ; la publication de périodiques anarchistes est presque inexistante.

Obschina continuera de fournir un point de vue non conventionnel de l'actualité et de l'histoire. Il représente l'une des rares alternatives à la vague de journalisme jaune qui a déferlé sur notre pays. La société actuelle est confrontée à de nouveaux mythes créés par la droite et par la gauche ; c'est précisément pour ces raisons que les points de vue lucides des anarchistes sont nécessaires aujourd'hui.

Comme dans ces premières années de publication, *Obschina* essaie de présenter différentes idées et points de vue, pas seulement anarcho-syndicalistes. Il y a des articles sur la culture, les problèmes écologiques et d'autres aspects auxquels doit faire face l'humanité. »

La lettre (du 4 janvier 1993) d'*Obschina* se termine par un appel transnational à contributions écrites et financières. *Obschina* c/o Mikhail Tsovma, Volzhsky blvd, 21-62, Moscou 109462, Russie/CEI.

VENEZUELA

Dans un courrier du 23 décembre 1992, des camarades du Venezuela nous présentent leur journal (une vingtaine de numéros parus) :

« *Correo-A* est une publication du Collectif du A cercié, un groupe socialiste libertaire militant au Venezuela depuis les années 80, pays où il n'y avait aucune tradition anarchiste jusque là. Le premier numéro est paru en novembre 1987, et nous avons essayé d'en sortir trois ou quatre par an.

Nous sortons environ 1 000 exemplaires, distribués à Caracas et dans dix autres villes du pays. *Correo-A* n'est pas seulement la seule publication libertaire au Venezuela, mais aussi la seule publication régulière de la gauche extra-parlementaire. Pour cela nous sommes bien appréciés des jeunes qui sont politisés et qui cherchent d'autres points de vue, dans un contexte intellectuel où les alternatives sont peu nombreuses. Le Collectif essaie d'organiser des groupes de discussion et d'action, en accord avec les idées anarchistes, et il prend part ou collabore avec plusieurs mouvements sociaux et populaires. Bien que nous soyons peu nombreux, nous essayons de garder une présence enthousiaste et constante dans notre société qui finira par mieux prendre en considération nos positions.

Nous avons publié quelques brochures sur l'anarchisme et, en décembre 1990, nous avons co-édité avec *Editorial Recortes*, lié à la Fédération anarchiste uruguayenne, le livre *La Pensée de Malatesta*, écrit par Angel Cappelletti, l'un de nos collaborateurs. Nous avons d'autres projets, qui seront réalisés en fonction de nos moyens.

Nous avons des contacts postaux et des échanges de publications avec trente groupes libertaires dans quatorze pays. Nous essayons d'en avoir d'autres. »

La lettre se termine par un appel à la collaboration mutuelle internationale : le collectif vénézuélien est prêt à rédiger des articles sur la situation dans leur pays, aux Caraïbes et en Amérique latine ; il peut recevoir des publications ou des contributions en anglais, français, italien, portugais et, bien sûr, en espagnol.

L'éditorial du numéro de mars 1992 proclame : « Appuyer un coup d'Etat, c'est renoncer au droit collectif d'agir sur notre destin ». Comme *Movimiento*, ce journal développe essentiellement une analyse sur la situation locale et sur l'Amérique latine. Il donne également des nouvelles sur le mouvement anarchiste dans d'autres pays (Bulgarie, Corée, France, Italie, Espagne...).

Le secrétariat aux Relations internationales

ALLEMAGNE : NON AU REMAKE



Dessin de Gil, extrait de « Liberté, égalité, fraternité !... "Anarchiste !" », éditions Reflexes, 1993.

A L'HEURE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le Sénégal à la croisée des chemins

En février-mars se dérouleront les élections présidentielles sénégalaises. La victoire ne devrait pas échapper aux deux hommes forts du pays, le président Abdou Diouf ou son rival passé, et actuel ministre d'Etat, Abdoulaye Wade. L'article qui suit relate dans quel contexte va se dérouler le scrutin.

LE SÉNÉGAL tient une place à part dans l'histoire de l'Afrique post-coloniale. Depuis 1960 (date de son indépendance), il n'a connu que deux présidents, Léopold Sédar Senghor et Abdou Diouf, et jamais l'alternance (31 ans de pouvoir pour le PS, ex-UPS). Concernant la libéralisation de sa vie politique, le Sénégal s'est également illustré par une libéralisation précoce de sa vie politique : dès 1976, Senghor instaura un tripartisme officiel, censé balayer l'échiquier politique sénégalais. Outre l'UPS, on y trouvait le PDS d'Abdoulaye Wade (classé par le pouvoir comme parti libéral alors qu'il est d'essence travailliste) et le Parti africain de l'Indépendance de Majhemout Diop (d'obédience marxiste-léniniste). Cheikh Anta Diop, un des leaders du RND, condamnera ce simulacre de démocratie et le RND ne fut pas légalisé. Deux ans plus tard, une quatrième formation fut légalisée, le Mouvement républicain sénégalais (conservateur). Mais il fallut attendre 1983 pour qu'Abdou Diouf, à la veille des législatives, instaure le multipartisme.

Quant aux droits de l'homme, le Sénégal s'en sort plutôt avec les honneurs. Il apparaît comme le bon élève, capable d'excès, certes, mais dont l'excès n'est pas le quotidien. La gestion des conflits « à la Senghor » était faite majoritairement de paternalisme et de marchandage, le tout étant de corrompre les ennemis en les entraînant dans les arcanes du pouvoir. Alors, l'arrivée d'Abdou Diouf fit peur. Après 20 ans de senghorisme, Diouf en appelait à une modernisation de l'appareil d'Etat en rompant avec le clientélisme. Ce discours rupturiste, censé redonner du souffle au PS, fut un échec : en 1983, malgré le multipartisme (dont le but était de semer la zizanie dans l'opposition), il subit une nette érosion, érosion confirmée en 1988 où, malgré les chiffres annoncés (80% des voix pour lui), le PDS de Wade l'a certainement emporté haut la main. Les émeutes dakaroises qui suivirent attestent de l'ampleur de la désillusion populaire. Pour l'heure, le PDS continue à jouer le jeu, participe au gouvernement d'union nationale présidé par Diouf, en attendant les élections présidentielles et législatives de 1993.

Abdou Diouf, technocrate moderniste formé en France, semble payer les pots cassés de trente années ininterrompues de pouvoir. A ce phénomène d'érosion, commun à toute organisation, s'ajoutent :

- la crise économique, accentuée par dix ans d'ajustement structurel,
- l'arrivée massive de 200 000 réfugiés de Mauritanie en 1989, suite aux affrontements violents avec les Maures,
- la politisation de la jeunesse, qui rejette les canaux traditionnels (les confréries), se détourne des élections (40% d'abstentionnistes) qui ne sont à leurs yeux qu'un outil de légitimation du parti au pouvoir, mais lorgne sur des mouvements en marge.
- l'émergence d'un courant islamique et d'un courant sécessionniste (comme le Mouvement des forces démocratiques casamançaises) qui, s'ils ne se retrouvent sur l'échiquier politique (il est interdit de fonder une organisation sur des bases religieuses ou ethniques), n'en demeurent pas moins présents dans l'affirmation politique d'une part croissante de la population.

Paternalisme et marchandage

La mise en place d'un gouvernement d'union nationale PS (Diouf)/PDS (Wade)/PIT (Dansokho) est assurément un coup politique majeur de la part de Diouf. Mais cela sera-t-il suffisant ? Rien n'est moins sûr, car la crise actuelle s'attaque, non seulement au PS, mais à l'Etat en tant que tel, à son mode de relations avec la société civile : l'intermédiaire de la confrérie.

Car ces fameuses confréries religieuses ont offert un lien efficace entre citoyens et bureaucratie. Il est notoire que le citoyen sénégalais fait plus confiance à son marabout qu'aux partis politiques pour faire avancer ses affaires. De fait, il s'est instauré une relation à trois, particulière :

- le citoyen lie son sort à une confrérie qui en échange le protège des foudres étatiques à l'occasion,
- la confrérie garantit à l'Etat le soutien de ses fidèles,
- l'Etat soutient les confréries qui lui servent de relais parmi la

population pour diffuser sa politique.

A l'origine de ce contrat social, un administrateur colonial français, Paul Marty. Celui-ci comprit vite, à l'instar des Britanniques, que les autorités françaises n'avaient guère de légitimité au Sénégal. Le seul moyen de coloniser sans tracas et de manière efficace le territoire était d'accorder à ceux qui étaient légitimes, les marabouts, des « capacités de coercition ». Il

Les marabouts charlatans

comprit que l'intérêt de la France et des élites locales pouvaient coïncider, par le partage du pouvoir et le respect mutuel. Ainsi, loin de jouer sur les rivalités intestines des confréries, il les associa à la gestion de la colonisation. La France fermait les yeux sur leur prosélytisme islamique, et elles, lui garantissaient le soutien des *taalibes* (fidèles).

Ce contrat social va constituer le fondement de la politique gouvernementale, y compris après l'indépendance. Les stratégies de développement local sous Senghor ont constamment pris compte du poids des confréries, accordant ici ou là les faveurs escomptées. Ainsi, on peut affirmer que l'engagement religieux des citoyens sénégalais obéit également à un choix politico-économique : choisir rationnellement la confrérie la mieux à même de faire le relais.

Or, à l'approche de l'an 2000, ce contrat social a pris un coup de vieux. Le premier signal vint du gouvernement : Abdou Diouf voulait en finir avec les « marabouts charlatans », remettant en cause tout l'héritage senghorien. Les casamançais avaient Assane Sek dans le gouvernement Senghor pour les représenter ; avec Diouf, celui-ci a disparu. Parallèlement, la restructuration de l'administration régionale a été interprétée comme une manœuvre des Wolofs pour s'en accaparer au détriment des Diolas. La recrudescence d'actes violents

témoigne de la nette perte d'autorité du pouvoir central.

Le rejet de la machine électorale socialiste laisse les confréries en plein marasme, elles qui sont censées garantir les suffrages de leurs fidèles. Si les citoyens demeurent attachés aux marabouts, ils ne les écoutent plus lorsque ceux-ci leur parlent de politique. De même, la précarisation de la jeunesse illustre l'incapacité des confréries à lui faire bénéficier de leurs relations. L'échec du PS est aussi celui des confréries.

Les confréries majeures du Sénégal (Tijaniyya, Qadiriyya et Mourides) subissent de plein fouet cette désaffection des disciples. Elles paient au même titre que les partis politiques trente années de senghorisme, dix ans d'ajustement structurel et de précarisation. Mais c'est le système en entier qui est affecté par cette crise et on peut se demander s'il est en mesure, actuellement, de surmonter cette crise sans dommage.

Patsy
(groupe Milly-Witkop - Nantes)

EX-YOUGOSLAVIE

Appel pour la paix maintenant !

Cet appel, s'il tient compte des événements qui ensanglantent l'ex-Yugoslavie, dépasse en réalité ce simple cadre.

En effet, les situations de « fait accompli » auxquelles nous sommes trop souvent confrontés ne servent en réalité qu'à nous forcer la main et nous conduisent à opérer des choix illusoires. Des choix qui n'en sont pas !

La guerre « pour parvenir à la paix » est une vieille rengaine constamment reprise par les classes dirigeantes. Aussi nous prenons date, dès à présent, afin que cessent à jamais ces tentatives de culpabilisation très souvent employées par les gouvernements.

• Fidèles à nos engagements pacifistes, antimilitaristes, nous appelons à tout mettre en œuvre afin que les bombes, les fusils, le feu ne soient plus employés comme règlements d'un conflit.

• Au nouvel ordre mondial se juxtapose un cours nouveau, l'intervention militaire humanitaire. Il est plus que temps que cesse cette hypocrisie qui, sous couvert de justice, de droit d'ingérence, nous conduit petit à petit vers ce qui serait la seule issue au problème Yougoslave : la guerre (contre qui ?) pour faire régner la paix (de qui ?).

• L'idée de guerre juste, propre, humanitaire tente de se frayer un chemin. Une fois enlevé le voile de l'hypocrisie, il ne reste que des faits : la guerre, c'est sale et meurtrier ! Elle traîne immanquablement son cortège d'horreurs (viols, camps, massacres d'hommes, de femmes et d'enfants). Au bout du compte, le Peuple, qui est du mauvais côté du fusil, apprend que les dirigeants se retrouvent à Genève ou ailleurs pour signer la Paix.

• Remarquons que ce sont ceux (dirigeants de tous bords) qui provoquent ce genre de conflits qui laissent faire les trafics d'armes et nous proposent ensuite une intervention humanitaire.

• Nous rappelons qu'Américains, Soviétiques, Français... ont pratiqué l'ingérence impérialiste : Indochine, Viêt-Nam, Chili, Tchad, Afghanistan, etc. Ces interventions n'ont jamais concerné l'amélioration des conditions sociales d'existence des peuples soit-disant « secourus ».

• Nous voulons rappeler que la seule manière de préparer la paix universelle consiste d'une part à repousser définitivement les sirènes de la guerre, du nationalisme, du racisme, et d'autre part, à construire dès maintenant un monde à l'échelle humaine basé sur la liberté, l'égalité sociale et l'entraide.

• Pour mettre en œuvre cet objectif et afin de faire cesser tous les conflits en cours nous revendiquons :

- l'arrêt immédiat du trafic d'armes international ;
- la reconversion de l'industrie d'armement ;
- la reconnaissance internationale de l'objection de conscience, sans aucune contrepartie.

Pour conclure, nous affirmons que notre engagement, au regard de ce qui précède, dépasse le cadre d'une simple signature. Il est le simple témoignage profond et concret de notre volonté de mettre tout en œuvre pour qu'enfin le pacifisme et l'antimilitarisme soient les valeurs de référence de tous nos actes présents et futurs.

Fédération anarchiste

N.B. : Cet appel est disponible sous forme d'une pétition à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

NOUVEAUTÉ

« YOUGOSLAVIE :
LE TERRORISME
DES ETATS »

La Brochure
anarchiste n° 7

PRIX : 20 F
(chèque à l'ordre de Publico)

NETTOYAGE

Conflit social à la SPES

EN QUELQUES ANNÉES, le nettoyage industriel est devenu une très importante activité économique à l'échelon mondial. Longtemps, les entreprises, les administrations, les municipalités... assuraient elles-mêmes le nettoyage de leurs locaux, de leurs aires de compétences. Maintenant, la mode est à la privatisation. De grandes entreprises se sont précipitées sur ce marché juteux. Parmi elles, la Lyonnaise des Eaux-Dumez, qui a signé des contrats dans le monde entier. Cette société holding contrôle un certain nombre d'entreprises, dont la SITA, qui elle-même, à son tour, assure la direction de société comme la SARU, la DEXEL, le EDILITE, la SPEED, la STAN-EXEL, la SUS, la SPES, la FVS, toutes situées en région parisienne. Mais également des sociétés en province, comme la MOS à Villeurbanne, la SURCA à Bègles, la SRN à Reims, la ECOSITA à Pont-Saint-Maxence, la SEMET à Orléans, la SEDIMO à Rennes, la SIMAT à Rennes, la SITAL à Strasbourg, la SERTIRU à Valenciennes, l'ESPAC à Metz.

Dans l'une d'entre elles, la SPES à Gennevilliers, un conflit vient d'éclater. Il faut dire que cette entreprise est atypique. En son sein, il y a deux ans, s'est créée une section syndicale rattachée au Syndicat des transports CNT-AIT de la région parisienne. Immédiatement, le patron a fomenté un syndicat bidon pour contrer l'action des compa-

gnons. Mais aux dernières élections de délégués du personnel, la CNT emportait trois sièges sur quatre... Dans tout ce type d'entreprises, les mœurs de négriers sont encore en vigueur. Ce n'est pas pour rien que récemment, dans un de ses tracts, la section syndicale CNT rappelait que les ordures ne sont pas toutes ménagères... A la SPES, en particulier, on n'hésite pas à pratiquer le « doublage ». C'est-à-dire que certains salariés « acceptent » de travailler 78 heures par semaine, dont des chauffeurs de poids lourds.

Des mœurs de négriers encore en vigueur

Pour protester contre leurs conditions de travail, un certain nombre de salariés de la SPES se sont mis en grève. Réponse de la direction : cinq procédures de licenciement, dont celle des trois délégués CNT ! Depuis, la résistance s'organise. Le 5 janvier, à 5 h 30, lors du démarrage des équipes, dix-sept compagnons de la CNT procédaient à une distribution de tracts et à une prise de parole. A 8 h 30, le même jour, une déléguée du syndicat des transports était reçue par la direction de la SITA. Depuis, l'inspection du travail a été alertée et les actions de soutien continuent : le mercredi 27 janvier, distribution d'un tract devant

la plus grande partie des entreprises dépendant de la SITA à travers la France. D'autres actions sont prévues.

Le mode d'emploi du soutien est le suivant pour aider les compagnons de Gennevilliers :

— téléphonez au directeur, M. Fauché : 47.30.44.81 ;

— téléphonez aux numéros verts : 05.00.68.32 ; 05.03.29.07 ; 05.02.11.68 ;

— envoyez des motions individuelles ou syndicales au siège de la SITA, 7, rue de Loselbach, BP 11, 75821 Paris cedex 17. Tél. : 48.88.20.20 ;

— Ecrire aux mairies d'Asnières, de Suresnes, de Clichy, de la Garenne-Colombes pour dénoncer cette société (ces municipalités utilisent les services de la SITA).

Les lecteurs du *Monde libertaire* seront tenus informés de l'évolution de ce conflit.

Yves Peyraut

« Radioactivité : les faibles doses »
Silence hors-série n° 5
co-édition *Silence/le Monde libertaire*
30 F (+ 8 F de port)
En vente à la librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot,
75011 Paris
(chèque à l'ordre de Publico)

PORTRAIT D'UN ANTIMILITARISTE

Raymond Rageau (1915 - 1993)

IL RESSEMBLAIT à Jacques Tati, mais il avait aussi quelque chose de Pierre Dac. Il promenait dans la vie cette élégance qu'on n'apprend pas à l'école, et l'on devinait derrière son humour très anglo-saxon une aptitude bien particulière à la souffrance.

La première fois que je l'ai vu, c'était en 1976. Les militaires me poursuivaient pour injures et Thérèse était venue me remonter le moral, qui était bas. Elle était entrée seule à la maison, Raymond restant dans la Dyane stationnée sur le trottoir. Si bien que la première fois que je l'ai vu, je ne l'ai pas vu.

Ça s'est très vite arrangé, quand Thérèse m'a demandé d'écrire pour l'Union pacifiste. J'ai rencontré ce grand type qui m'a tout de suite traité de grand con qui lui arrive à l'épaule ! Par la suite, il a rectifié en pauvre. Pauvre con de plouc, va ! Qu'est-ce que tu veux boire ?

Il avait remarqué que, finalement, j'étais plus pauvre que grand. Et tout de suite on s'est très bien compris. Peut-être parce que ce scientifique était un « honnête homme », façon

grand siècle. Il avait des lumières de tout ; il faisait la synthèse des choses avec la rapidité d'un ordinateur.

Et puis, il appréciait la littérature. — « Mais si, tu sais bien, c'est dans Féerie pour une autre fois... T'as pas lu Paraz ? Ah ! t'es vraiment un plouc. Regardez moi ce con, mais qu'est-ce qu'ils t'ont appris dans ton Berry ? »

On n'avait pas besoin de lui dire que Rabelais était un génie ou Duras une emmerdeuse. « Terrible emmerdato ! »... Pour Céline, pas de commentaire. Un simple acquiescement et un froncement de sourcils. Admiration quasi muette devant l'expression supérieure d'un génie inquiétant : « C'est le plus grand ! Mais il est cinglé ! »

Un seul jour, je l'ai vu s'attendrir sur le mode sérieux : « Quand je pense qu'on n'aurait pu ne pas se rencontrer. Ça aurait été dommage, hein, pauvre con ? »...

Il faisait une importante consommation de ces mots réputés gros et qui sont en fait tous petits. Ça énervait les gens qui n'aiment pas les mots, justement.

Je ne veux pas raconter les fins de journée à Boulogne, les étés à Peyrat-le-Château, les bouteilles descendues à Déols, les connivences, les complicités, les plaisanteries sur les militaires, qu'il présentait toujours comme de sanglants crétins...

Son père était mort dans les héroïques boucheries de l'été 14. Il était né au printemps 1915. Il avait gardé la haine indéfectible de la guerre, et il n'a jamais fait aucune concession à son idée fixe, une idée qu'il avait rencontrée chez son ami Louis Lecoin : le désarmement unilatéral. Une idée fixe, qui avance quand même, tous les ans un peu plus.

Sans le vouloir, il est une partie de la mémoire des anarchistes, et il faudra bien qu'un jour quelqu'un fasse l'histoire de son parcours exemplaire. Le parcours du non combattant.

A Thérèse Collet, l'intrépide compagne de ce tonitruant pourfendeur de la connerie, adressons un fraternel salut.

Guimou de la Tronche

Nouvelles du front

RÉUNION PUBLIQUE DE L'UNION PACIFISTE A AYGUESVIVES (RAPPEL)

Sur le thème « Quel avenir pour nos enfants ?... Subir passivement une société de guerres et de profits ou agir rapidement pour sa transformation par le désarmement unilatéral », l'Union pacifiste de France organise une réunion publique le vendredi 19 février, à 21 h, à la salle publique (parking de la poste) d'Ayguessives (Haute-Garonne).

VERDICT DANS L'AFFAIRE SYLVAIN MAILLE A MONTPELLIER

Le 26 janvier tombait le verdict du procès de Sylvain Maille, objecteur-déserteur. La peine prononcée fut de 15 jours de prison avec sursis.

Si l'on peut se réjouir que le tribunal n'ait pas voulu sanctionner le fait de désertion, il est, par contre, regrettable, qu'il se soit refusé à prononcer la relaxe, qui aurait fait avancer le droit sur cette question. Ce n'est donc une victoire pour personne.

Associations

CINÉ-DÉBAT SUR L'IVG A ROUEN

Le collectif « Initiative pour les droits des femmes » (dans lequel le groupe FA de Rouen est partie prenante) organise, le jeudi 11 janvier à 20 h 30 au cinéma Le Melville, la projection du film irlandais de Margo Harkin, *Hush a bye baby* (1992), ainsi qu'un débat : « L'IVG et le droit de choisir ? », animé par le Planning familial. Cinéma Le Melville, rue Saint-Etienne-des-Tonnelliers, Rouen.

RÉUNION PUBLIQUE TOULOUSAINE DE L'UNION RÉGIONALE MIDI-PYRÉNÉES DE LA CNT-AIT : « PROPOSER ET LUTTER »

« Sans travail, sans revenu, sans abri... le nombre des exclus et des sans droits augmente avec les profits des privilégiés. La misère et l'injustice sociale, fruits de la logique de profit et des magouilles, favorisent la montée des totalitarismes. S'organiser, agir, dans les entreprises, les administrations, les quartiers, c'est possible. C'est l'affaire de tous. Ensemble, construisons un autre futur. » Réunion publique, mercredi 17 février à 20 h 30, salle Saint-Jean, 2, rue Saint-Jean (près de la rue Saint-Rémy et de la place des Carmes). Union régionale Midi-Pyrénées CNT-AIT, 7, rue Saint-Rémy, 31000 Toulouse. Tél. : 61.52.86.48.

CONTRE LES VIOLS EN EX-YOUGOSLAVIE... LA COORDINATION DES FEMMES EN NOIR « COMMUNIQUE »

« En 1977, en Argentine, « Les Folles de mai » voulaient que l'on parle des disparus. En 1988, en Israël, des « femmes en noir » protestaient contre l'occupation de la Palestine. Fin 1991, des Allemandes, des Britanniques les imitaient pour s'élever contre la guerre du Golfe. Le 9 octobre 1991, à Belgrade, débute un mouvement de « femmes en noir ». Emues par la guerre en Croatie, elles veulent une protestation visible au public.

En 1991-1992, en Italie, en Autriche, en Allemagne, en Suisse, le mouvement s'étend. Chaque semaine, des femmes sont dans les rues.

Le 19 décembre 1992, à Paris, 250 « femmes en noir » se rassemblent sur les marches de l'Opéra-Bastille. Le 28 janvier 1993, profitant de la journée nationale de la solidarité en France, des « femmes en noir » se rassemblent en soutien aux femmes violées de l'ex-Yougoslavie : à Paris à l'Opéra-Bastille, à Cergy-Pontoise devant la cathédrale, à Guéret, Quimper, Besançon, La Ciotat, Saint-Louis, Albi, Lille... Mais aussi, au même moment, aux Etats-Unis, au Canada, en Suisse, en Belgique, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Allemagne...

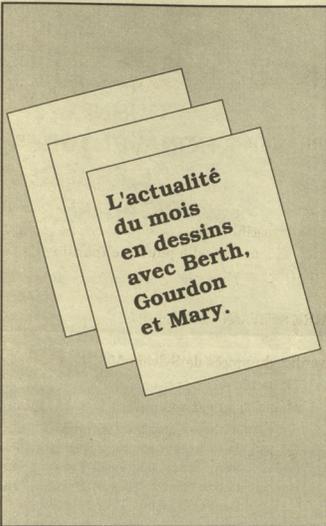
Toutes étaient là en silence et en noir pour protester contre la guerre qui ravage l'ex-Yougoslavie, et pour qu'en ce qui concerne les viols contre les femmes, ceux-ci soient reconnus comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité, que l'impunité qui les entoure soit levée, qu'un tribunal international permanent soit créé afin que tous les individus qui ont commis ou ordonné ces crimes soient jugés, et que le viol soit l'un des motifs d'accueil du droit d'asile. »

CONFÉRENCE SUR LA BIO-ÉTHIQUE DU COLLECTIF « MALGRÉ TOUT » A PARIS

Le vendredi 12 février à 20 h, à l'initiative du collectif « Malgré tout » se déroulera une conférence-débat sur le thème suivant : « Corps et recherche médicale » (bio-éthique). Cette conférence aura lieu à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (M° Rue-du-Bac ou Solferino), 75007 Paris.

FESTIVAL « ACTEURS A L'ECRAN » DE PANTIN & SAINT-DENIS

Le festival cinématographique « Acteurs à l'écran » se déroule jusqu'au 14 février au Ciné 104, 104, avenue Jean-Lolive (M° Eglise-de-Pantin) à Pantin ; au Théâtre Gérard-Philippe, 61, boulevard Jules-Guesde à Saint-Denis ; à L'Ecran 1 et L'Ecran 2, 14, passage de l'Aqueduc (M° Saint-Denis-Basilique) à Saint-Denis et à L'Ecran 3, 59, boulevard Jules-Guesde à Saint-Denis. Renseignements au 48.20.99.20.



Prochain rendez-vous de « l'actualité du mois en dessins » le jeudi 4 mars

« Contemporaines » VIII^e biennale des femmes peintres et sculpteurs Grand Palais (M^e Champs-Élysées-Clemenceau)
Jusqu'au 14 février 11 h - 19 h (tous les jours)
Nocturne le 5 février jusqu'à 23 h
Entrée : 30 F



Marée noire aux îles Shetland.

Ciné sélection

« Manganinnie »

ou le crépuscule des Aborigènes de Tasmanie

« Le dernier survivant Tasmanien non métissé était une femme. Elle est morte en 1876. »

Ainsi s'achève le seul long métrage de John Honey, *Manganinnie*, tourné en 1980, d'après le livre de Beth Robert.

« *Manganinnie*, connaissait le chant du feu. Seul, il peut écarter les esprits de la nuit. Aucune femme dans sa tribu n'avait un tel savoir. »

Australie 1830 : un génocide systématique des Aborigènes est perpétré en Tasmanie.

Manganinnie, gardienne du feu — un tison incandescent — est la seule de son groupe à échapper à la tuerie.

« Je n'ai pas connu Manganinnie, heureuse, entourée des siens. Nul ne peut concevoir la solitude et la détresse de cette femme... J'avais 6 ans, je m'en souviens comme d'un rêve... »

Johanna, la fille de colons anglais, joue au bord d'un cours d'eau. Elle aperçoit Manganinnie. Attirée par le tison qu'elle tient à la main, elle la rejoint. Elle reste sourde aux appels de son père et s'enfuit avec elle.

« Manganinnie exultait. Elle avait retrouvé un enfant, aux cheveux flamboyants comme le feu... »

La petite fille partage l'existence de cette femme, gibier traqué. Manganinnie lui enseigne ses coutumes. La compréhension naît, au delà du langage.

A la saison d'hiver, Manganinnie part à la recherche des siens, vers la Haute Mer, lieu de migration ancestral dicté par les saisons de chasse et de cueillette.

« *Manganinnie* m'a emmenée dans un haut lieu du savoir, là où le Peuple du feu s'embarquait pour le Pays du Rêve. »

Etrange histoire d'une lente initiation, le très beau film de John Honey, aux couleurs du feu, est sous-tendu par une violence latente. Des coups de feu isolés, des bûchers funéraires aborigènes : être vu c'est être abattu. Pas de passion dans le génocide : tirer sur un Tasmanien, c'est « naturel ». Le gouvernement de l'époque avait instauré un paiement par tête d'Aborigène tué.

Manganinnie, la condamnée, réussit à transmettre à Johanna l'âme et les rites du Peuple du Feu, son peuple, dont elle porte en elle la disparition.

Michèle Rollin

« Mots & Musiques » et Les Trottoirs de Buenos-Aires présentent MARIE-JOSÉE VILAR (au piano : Zool Fleischer) le mardi 9 février à 20 h 30
Les Trottoirs de Buenos-Aires, 37, rue des Lombards, 75001 Paris.
Tél. : 40.26.28.58.
Réservations au 43.84.70.04.
Prix des places : 80 F & 100 F.

THÉÂTRE

« Le Chant d'Amour des Alphabets d'Auschwitz »

d'Armand Gatti en Seine-Saint-Denis

Le Chant d'Amour des Alphabets d'Auschwitz, texte d'Armand Gatti (dont nous avons parlé dans *le Monde libertaire* n° 882), sera présenté, la première quinzaine de février, dans sept lieux différents de la Seine-Saint-Denis.

Sept groupes d'acteurs bénévoles feront vivre cette pièce qui n'avait jamais été montée jusqu'alors.

Chaque représentation durera dix heures.

Représentations : samedi 6 février, dimanche 7 février, samedi 13 février, dimanche 14 février. Départ 13 h 30 à Montreuil, Bourse du Travail (M^e Mairie-de-Montreuil). Des autobus conduiront les spectateurs d'un lieu à l'autre, et les ramèneront au métro Mairie-de-Montreuil ou Châtelet. Participation aux frais : 50 F.

Il faut réserver, le nombre de place étant limité. Pour réserver, écrivez à La Parole Errante-Alphabets, esplanade Benoît-Frachon, 93100 Montreuil. Tél. 48.70.00.76 et 48.59.80.64.

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) SÉLECTION DE LA SEMAINE

- Vendredi 5 février, 16 h - 18 h, émission spéciale avec les Relations extérieures de la FA à propos de la manifestation du samedi 6 février à Paris contre les exclusions.
- « Radio Espéranto », vendredi 6 février, 18 h - 19 h : La chambre européenne sur les langues régionales.
- « Blues en liberté », mercredi 10 février, 10 h 30 - 12 h : La Nouvelle-Orléans.

RENDEZ-VOUS

CHELLES
Le groupe Sacco-Vanzetti tient une permanence chaque dimanche de 10 h à 12 h au 1 bis, rue Emille. Tél. : 64.21.43.14.

DIJON
Le GREL (la Mistoufe) tient des permanences au 61, rue Jeannin (tél. : 80.66.81.49), le mardi et vendredi à partir de 21 h et le samedi de 15 h à 18 h.

DIJON
Le GREL communique : « Des compagnons du groupe FA de Dijon sont intéressés par tout matériel d'imprimerie (offset, ronéo...) qui les aiderait à imprimer sa propagande. » Pour toute modalité d'envoi, contactez le GREL au 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

NICE
Le groupe FA tient deux permanences par semaine : le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h, à l'ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

PARUTIONS

CARTES POSTALES
Le groupe La Vache Folle met en vente une série de six nouvelles cartes postales, qui sont autant de regards d'artistes (François Bhasvar, Julien Blaine, Jean Dassonval, Albert Lemant, Daniel Livartowski et Bernard Leijès)... qui viennent s'ajouter aux précédentes œuvres de Denis Pouppeville et Laurent Zunino et aux photos de Geneviève Beaudé et Jean-Luc Luyssen déjà en vente. Achetez ces cartes postales au prix de 2 F l'unité (chèque à l'ordre de Publico ou de « DCC ») à la librairie du Monde Libertaire ou par correspondance à « DCC », BP 12, 13671 Aubagne cedex.

AGENDA ITALIEN 1993
L'agenda 1993 des Centres sociaux autogérés, Dix ans d'autoproduction et de communication subversive en Italie (format 21X15, 500 pages d'adresses et d'illustrations), est disponible auprès du CECL au prix de 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'association. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

CARTE POSTALE (SOUTIEN ML)
Le groupe Région-toulonnaise a réédité en soutien au Monde Libertaire la carte postale « Deux enfants s'embrassant + A cercle » (noir et rouge). Les 30 exemplaires (minimum) : 50 F ; les 50 ex. : 85 F et les 100 ex. : 140 F (port compris). Chèque à l'ordre du CECL. A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

TRACT
Le groupe Florès-Magón tient à disposition la maquette d'un tract intitulé Aux travailleurs algériens (et aux autres...). Il s'agit de la réédition d'un texte paru le 25 janvier 1935 dans la revue le Combat syndicaliste et écrit par un « indigène algérien » (tel qu'il se dénommait), l'anarchiste Saïl Mohamed. Le texte, expurgé de quelques références liées à l'époque, reste très actuel puisqu'il s'agit d'un appel aux travailleurs immigrés, dénonçant le « choléra islamique » et les « charlatans républicains, communistes, royalistes... ». Ce tract peut également servir de maquette pour la réalisation d'une affiche A3. Pour recevoir ce tract, envoyez une enveloppe affranchie à votre nom au groupe Florès-Magón, librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

DU DICTIONNAIRE MAÏTRON
A L'EXPOSITION A LA GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE

**Mille visages
du mouvement ouvrier**

Du 4 au 28 février se tient l'exposition « Visages du mouvement ouvrier » à la Grande Arche de la Défense. Notre camarade Sylvain Eischenfeld revient sur l'origine de cette exposition : *Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

Dans le *Libertaire* du 9 juin 1950, on découvre un article intitulé : Une thèse en Sorbonne. Ce compte rendu de soutenance explique qu'un jeune instituteur nommé Jean Maitron vient de soutenir une thèse sur l'histoire du mouvement anarchiste. Quelques mois plus tard son livre est édité. Maitron est devenu l'historien de l'anarchisme.

Par la suite, Jean Maitron fonde la revue *Actualité de l'Histoire*, ancêtre du *Mouvement social*, toutes deux consacrées à l'histoire sociale. Il anime les séminaires de maîtrise au Centre d'Histoire du syndicalisme et comprend l'enjeu des archives de l'histoire ouvrière : il crée l'Institut Français d'Histoire Sociale.

Parallèlement, il se lance dans un projet fou : établir un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Ce dictionnaire que l'on appelle communément le Maitron retrace la vie des oubliés de l'histoire, des anonymes. C'est la biographie de 100 000 militants du mouvement ouvrier. Le Maitron se décompose en quatre périodes : les trois premiers volumes sont consacrés à la préhistoire du mouvement ouvrier : 1789-1864, les tomes 4 à 9 vont de 1864 à 1871, la période suivante (6 volumes) : 1871 à 1914. Et enfin la dernière tranche du volume 16 au 43 retrace l'entre-deux-guerre (1914-1939).

Aujourd'hui s'achève le projet dont il n'a pas vu la fin, Jean Maitron est mort le 16 novembre 1987. Les quarante-trois volumes sont parus : 110 000 militants ont été recensés. A cette occasion, l'équipe de chercheurs qui a poursuivi le travail commencé avec Jean Maitron organise une exposition à la Grande Arche de la Défense. L'exposition sera représentée sous forme de panneaux symbolisant les différentes périodes du dictionnaire.

« ...une attention toute particulière portée à l'histoire de l'anarchisme. »

A l'intérieur de ces ensembles, une part est laissée aux dominantes régionales. Par ailleurs, on trouvera des panneaux transversaux consacrés au rôle de l'immigration dans le mouvement ouvrier, ou bien encore à celui des femmes. Bien évidemment un hommage au fondateur du dictionnaire, avec une attention toute particulière portée à l'histoire de l'anarchisme. Au sein de l'exposition, des points audiovisuels ont été prévus, ils ont été conçus par le réalisateur Bernard Baissat. Dans le même temps des tables rondes sont

organisées, leur but étant d'expliquer la démarche du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (1). Elles porteront sur les itinéraires des militants politiques et syndicaux, les intellectuels, les femmes et les militants ouvriers et leurs projets sur la ville.

L'exposition se veut la conclusion du Maitron, revenons sur cette réalisation unique en son genre.

Certains peuvent faire des reproches au dictionnaire. Comment faire cohabiter des militants anarchistes, oppositionnels ou trotskystes avec de vieilles crapules stalinienne qui n'ont jamais défendu que les couleuvres que

critiquer leurs actions, leurs conduites et leurs méthodes, ils y ont participé, ne serait-ce que pour le contrôler.

C'est justement le mélange des courants qui fait la valeur de ce dictionnaire.

Comme le faisait remarquer Claude Pennetier dans la revue *Communisme* : « *Le Dictionnaire s'adressant à des publics divers, du militant au chercheur, offre des lectures plurielles.* » Les lecteurs du *Monde libertaire* porteront une attention toute particulière aux

« C'est justement le mélange des courants qui fait la valeur de ce dictionnaire. »

milliers de militants anarchistes qu'ils peuvent rencontrer dans le Maitron. Il en va de même pour les autres tendances du mouvement ouvrier. Les notices du dictionnaire se décomposent

de la manière suivante : les dirigeants connus, les militants d'envergure nationale, les militants régionaux. Enfin, celles des militants anonymes ou peu connus qui ont existé et fait vivre le mouvement ouvrier. « contester leur présence de ces notices serait remettre en cause la grande idée de Jean Maitron, celle d'un dictionnaire qui donne à tous, étudiants, historiens, érudits locaux, militants l'envie de poursuivre les recherches sur leur commune, leur région, leur entreprise, leur groupe professionnel, leur syndicat. » (3)

En effet, ce qui fait la richesse du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* est d'avoir fait revivre de 1789 à 1939 des femmes et des hommes qui se battaient pour des jours meilleurs. Il donne sa signification réelle au mot « militant ». L'exposition à la Grande Arche en est sa conclusion iconographique.

Sylvain Eischenfeld (gr. Rudolf-Rocker - 4^e & 5^e arr. de Paris)

(1) Les tables rondes ont lieu les 5 et 6 février.

(2) André Marty est appelé ainsi car il épura les Brigades internationales en Espagne de ces éléments contestataires.

(3) Claude Pennetier in *Communisme* n° 15-16, « Deux ou trois choses que je sais du Maitron ». Voir aussi *Le Mouvement social avec Jean Maitron* (numéro hors-série). Autour du Maitron à la Grande Arche.

— Vendredi 5 février, 20 h : « Itinéraires syndicaux et ouvriers », avec Madeleine Rebérioux, Claude Pennetier, etc ;

— Samedi 6 février, 10 h - 12 h : « Intellectuels et mouvement ouvrier », avec Edwy Plenel, journaliste au Monde ;

— Samedi 6 février, 12 h - 14 h : « Itinéraires de femmes », avec Laure Adler.



Photo de Robert Capa, extraite de *Front populaire*. Robert Capa et David Seymour « Chim », éditions Chêne/Magnum, 1976.

Moscou leur faisaient avaler. Voyez un peu le boucher d'Albacète, André Marty, dans le même ouvrage qu'un ancien du groupe international de la colonne Durruti. (2)

Mais, Jean Maitron est clair sur le fonctionnement du dictionnaire : il s'agit de retracer les biographies de tous ceux qui se sont réclamés du mouvement ouvrier. « Je voudrais surtout revenir sur le terme ouvrier que j'ai toujours entendu au sens large de travailleur, manuel ou intellectuel, homme d'action ou théoricien, paysan à l'occasion, ayant exercé une action importante ou non, de longue durée ou non, en vue d'apporter, par réformes ou par révolution, ou par les deux, plus de justice sociale et plus de liberté » (*Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, volume n° 16). Il est indéniable que les stalinien ont eu une importance considérable dans l'histoire du mouvement ouvrier. Même si on peut

RENDEZ-VOUS

TOURNÉE
« BONAVENTURE »
ÎLE-DE-FRANCE
PICARDIE
ET BRETAGNE

Thyde Rosell, animatrice du projet scolaire « Bonaventure » d'Oléron fait une tournée de conférences-débats sur le thème : « L'Éducation libertaire aujourd'hui ! / "Bonaventure", une école libertaire, pourquoi, comment ? », après le Sud-Ouest, la région Rhône-Alpes et l'Auvergne, elle sera présente, en compagnie de Jean-Marc Raynaud (également partie prenante dans le projet), en Ile-de-France, Picardie et Bretagne :

PARIS (12^e)
A l'initiative de l'Ecole émancipée, vendredi 5 février, 18 h, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

PARIS (18^e)
A l'initiative du groupe Louise-Michel, mardi 9 février, 20 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris.

ANTONY
A l'initiative du groupe Fresnes-Antony, lundi 8 février, 20 h 30, 34, rue Jean-Moulin.

SAINT-DENIS
A l'initiative du groupe Henry-Poullaille, mercredi 10 février, 20 h 30, à la MJC, place de la Résistance.

MERLIEUX (AISNE)
A l'initiative du groupe Pierre-Kropotkine, le vendredi 12 février, 20 h 30, à l'Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux (près d'Anizy-le-Château). Renseignements au : 23.80.17.09.

NANTES
A l'initiative du groupe Milly-Witkop, mardi 23 février, 20 h 45, à la Manufacture des Tabacs, 10 bis, boulevard Stalingrad.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Contre l'exclusion, le racisme, la guerre... prenons nos affaires en main !, Ex-Yougoslavie : les femmes trinquent de tous les côtés.

PAGE 2 : La drogue : fonds de commerce pour politiciens en mal de voix.

PAGE 3 : Zaire : la France, l'Afrique et la démocratie, Echos de presse, Infos FA.

PAGE 4 : Assassins de militants antifascistes en Allemagne, Brèves informations sur la presse anarchiste dans le monde...

PAGE 5 : Le Sénégal à la croisée des chemins, Ex-Yougoslavie : appel pour la paix maintenant !

PAGE 6 : Conflit social à la SPES, Raymond Ragueau (1915-1993), Nouvelles du front, Associations.

PAGE 7 : Ciné sélection : « Mangannie », « Le Chant d'Amour des Alphabets d'Aus-chwitz » d'Armand Gatti, Sélection radio.

PAGE 8 : Mille visages du mouvement ouvrier, Infos FA.

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AU 10 FÉVRIER 1993

Supplément N° 900

LÉGISLATIVES DE MARS 1993

Editorial

ABSTENTION

LORS de son récent passage à Roanne, devant les caméras, Bérégofoy, toujours aussi gonflé de suffisance, a fait claquer les médiums sur le pouce de sa grassouillette main droite en proclamant : « *s'il suffisait de faire ce geste pour régler le problème du chômage, vous pensez bien que je l'aurais fait !* »

Tu l'as dit bouffi !... En effet, il faudrait être un charlatan, un bateleur de foire électorale pour prétendre opérer des miracles en la matière, comme ce candidat à la Présidence qui, en 1981, voulait « *changer la vie* » et annonçait la « *création de 210 000 emplois par an, dont 150 000 dans le service public et 60 000 d'utilité collective* ». Pour la durée de travail, il prévoyait une « *négociation d'une réduction jusqu'à 35 heures par semaine sans diminution de salaire, le travail disponible devant être partagé.* » (1)

Pour faire bonne mesure, ce même individu que l'honorable Béré ne doit pas estimer beaucoup, promettait une production d'acier portée à 30 millions de tonnes et des aciéries toutes neuves à Denain et Longwy. On connaît la suite...

Tout le secteur étatique réduit sans cesse ses effectifs : Renault, RVI, dans la sidérurgie, à la SNCF aussi, au détriment du service public et de la sécurité du personnel et des voyageurs. Pour la sidérurgie, les « *socialistes* » n'ont fait que poursuivre les coupes claires commencées sous Giscard, Mitterrand donnant à Mauroy cette rude consigne : « *Soyez cruel !* », ce qui permit au Monde d'écrire, non sans jubilation « *la gauche tranche dans sa base sociale* ».

Toutefois, pour lutter contre le chômage, Bérégofoy et son ministre du Travail ont trouvé une solution : supprimer les chômeurs ! Les agences locales de l'ANPE ont reçu « *des consignes très fermes* » pour radier le plus grand nombre possible de chômeurs : 72 610 radiations en juin-octobre 1992 contre 19 770 pendant la même période de 1991. Décidément, les chômeurs sont soignés par la gauche. C'est le même Bérégofoy, alors ministre des Affaires sociales qui, en 1982, réduisit en montant et en durée leurs indemnités, si bien qu'en 1983 la moitié des chômeurs ne touchaient plus rien et allaient constituer la fameuse armée des « *nouveaux pauvres* ».

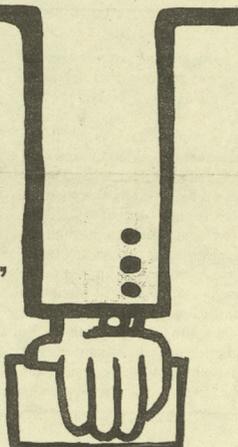
Dans les entreprises, la vie devait changer... Auroux, ce ministre

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

**CANDIDATS:
ILS VOUS PROMETTENT
LA LUNE.**

**ELUS:
ILS DEVIENNENT
LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES
DES PRIVILEGES ECONOMIQUES,
ET DES INEGALITES SOCIALES.**

**L' URNE
CERCUEIL DE VOS ILLUSIONS**



AGIR AU LIEU D' ELIRE

« *socialiste* » du Travail qui, avec son compère Mauroy, décréta en 1982 le blocage des salaires et la mort de l'échelle mobile (en ressortant de la poussière où elle dormait depuis trente ans une ordonnance du pétainiste Pinay), Auroux, donc, édicta les fameuses lois qui portent son nom. Dans les boîtes, les pros qui n'ont pas été victimes des « *restructurations* » peuvent en rechercher les « *acquis* » à la loupe.

Fiterman qui, à l'époque, les avait approuvées, reconnaît aujourd'hui : « *Les lois Auroux n'ont eu aucune traduction concrète dans la réalité.* » (2)

Ces lois n'ont apporté aucun moyen supplémentaire pour résister à l'arbitraire patronal. Pas question, par exemple, de donner le droit de veto aux Comités d'entreprise pour s'opposer aux licenciements car, selon Auroux, il ne fallait « *mettre en cause l'unité de la direction* ». Nous voici loin du discours « *autogestion-*

naire » de la période électorale. D'ailleurs, après 1981, le mot « *autogestion* » ne tarda pas à disparaître complètement des propos et écrits « *socialistes* », ce qui confirma ce dont nous étions déjà persuadés : l'autogestion à la sauce Tonton n'était qu'un attrape-couillon !...

Un catastrophique bilan social

Un élément positif pouvait être trouvé dans les lois Auroux concernant une « *limitation sévère* » du travail temporaire. Or, jamais les travailleurs à statut précaire (intérimaires, contrats à durée déterminée, etc.) n'ont été aussi nombreux, ce qui permet la plus grande flexibilité dans la gestion des effectifs.

Flexibilité à outrance, aussi, pour les horaires. Il est vrai que Mauroy, dès juillet 1981, avait proclamé qu'il

fallait « *utiliser davantage les machines. Il s'agit notamment de faciliter le travail de nuit pour les femmes, de développer le système en équipe, y compris le samedi et le dimanche* » (3). Ces conseils ne sont pas tombés dans les oreilles de sourds et l'on a vu, par exemple, l'instauration d'une aberrante semaine de quatre jours, chez Peugeot, avec changements de postes au milieu de la nuit ! Bonjour les dégâts quant à l'équilibre physique et psychique des salariés et de leurs familles.

Cette évocation succinte du brillant « *bilan social* » de la gauche prouve à l'évidence — Pinay et Barre l'ont affirmé à plusieurs reprises — que la droite au pouvoir n'aurait pu faire « *mieux* » envers le monde du travail. La motion de synthèse du congrès « *socialiste* » de Toulouse, en 1985, évoquait « *la transformation du PS de parti d'opposition en parti à vocation gouvernementale* » et

La Fédération anarchiste appelle (une fois encore) à ne pas participer aux élections législatives. Pourquoi ?

Cet appel est plus qu'une sanction contre les partis politiques de tous bords, plus qu'une sanction contre ce gouvernement incapable de résoudre les problèmes les plus cruciaux du moment. En effet, si tous, à des degrés divers, sont responsables de la situation actuelle, nous voyons bien que la misère des uns, l'opulence et les profits des autres ne sont pas dus uniquement à une mauvaise gestion ou à des erreurs gouvernementales. Elles sont la conséquence des règles et de l'organisation qui régissent la société occidentale : société basée sur l'oppression de l'individu face à la concentration des pouvoirs ; société basée sur l'argent et la recherche du profit immédiat de quelques-uns exploitant l'immense majorité de la planète.

Dans ce cadre, il devient évident qu'à l'Assemblée nationale aucune bonne politique et sociale ne pourra être mise en place et ne pourra changer la vie. C'est pourquoi notre dénonciation de l'illusion électorale est parallèle à une action concrète dont le but est de mettre en place des pratiques de luttes, des revendications, qui dès maintenant, permettront de construire d'autres futurs sur la base de la liberté des individus, de l'égalité sociale et de l'entraide entre les peuples.

Pour que personne ne décide à notre place, c'est tous les jours qu'il nous faut agir et non élire.

constatait que « *nos difficultés avec l'opinion tiennent sans aucun doute d'abord au décalage inévitable mais réel entre nos actes et les attentes qui étaient celles, notamment, du monde du travail en 1981.* » (4). Traduit en clair, ce langage de bois dur signifie : « *nos électeurs n'ont pas apprécié d'être pris pour des cons* ». Il est encore plus évident en cet an 1993 que de toutes les envolées oratoires, sur les tréteaux de la foire électorale, le travailleur conscient (en attendant d'être mieux organisé et plus combatif) n'en a, selon une expression désormais célèbre, rien à cirer !...

Sébastien Basson

(1) Le Monde du 24 avril 1981. Les principales propositions économiques de François Mitterrand.

(2) Cité par le Canard enchaîné du 24 octobre 1990.

(3) Bilan économique et social 1982 (édité par le Monde).

(4) Le Monde du 15 octobre 1985.

F.P. 2520

Vote écolo : piège à gogos

DÉGOUTÉS par les formations politiques de droite ou de gauche, nombreux sont celles et ceux qui risquent de se replier sur le vote écolo. Au moins, penseront-ils, va-t-on avoir droit à quelques mesures améliorant notre cadre de vie, diminuant la pollution et transformant les rapports nord-sud. Malheureusement, ils vont être rapidement déçus. Pour plusieurs raisons.

Il faut bien voir que des mesures environnementales ne seront prises que si les capitalistes le veulent bien. Le système est en effet toujours organisé par les rapports marchands et par le profit. Les capitalistes et les bureaucrates les plus conscients ont bien compris que cela ne servait à rien de scier la branche écologique sur laquelle sont assises leurs fortunes, sinon provoquer leur ruine tôt ou tard. Ils cherchent donc à protéger les ressources naturelles qui fondent leur économie ou, à la rigueur, améliorer le cadre de vie pour faciliter la bonne reproduction de l'esclavage salarial. Pour cela, ils ont besoin des écologistes, voire ils adoptent tout ou partie du discours écologiste. Aujourd'hui tout le monde il est beau, tout le monde il est écolo ! L'essence est verte, la démocratie est directe, les hommes ont retrouvé la nature. Toutes les études de marché prouvent que le label écolo fait vendre et rapporte. Pareil pour les politiciens. Pourquoi s'en priver ? Rhône-Poulenc, pollueur s'il en est, sponsorise une émission télé d'aventurisme écolo

BC-BG et verse des subventions à la très écologiste Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature qui... l'accepte ! A dire vrai, rien de surprenant pour une époque où l'on fait désormais la guerre au nom de l'humanitaire, où les soldats-assassins sont devenus des messagers de paix !

Mais, dira-t-on, avec les véritables écologistes, les choses vont vraiment changer. Rien n'est moins sûr. Pourquoi ? Tout simplement parce que les élus écologistes, s'ils sont sincères, auront les mains économiquement et politiquement liées. Economiquement, parce que le système capitaliste en crise dictera ses conditions... et à quel prix !

Des élus écologues aux mains liées

Dans la région Rhône-Alpes, les élus Verts ont par exemple accepté des coupes sombres dans le budget de l'éducation, en échange de miettes pour le budget environnement et d'un pacte avec la droite. Politiquement, parce qu'une fois entrés dans le système bureaucratique, avec ses renvois d'ascenseurs, ses avantages personnels, son confort bourgeois, ses magouilles, les écologistes se plieront aux règles du jeu. Ainsi, la présidente verte de la région Nord, Marie-Christine Blandin, dispose d'un dossier explosif sur un détournement de fonds par des élus socialistes et communistes, via une association d'éducation populaire, mais elle n'en

dévoilera que le minimum, juste pour que quelques lampistes trinquent, tout cela afin de protéger sa fragile majorité régionale, acquise grâce au soutien de la gauche, et — propos entendu de Daniel Rougerie, élu municipal Vert à Lille — parce que « la classe politique est assez discréditée comme cela, il faut la protéger ». Marie-Christine Blandin peut bien remplacer les R 25 des élus nordistes par des vélos, ce n'est qu'une opération démagogique qui nous rappelle d'ailleurs comment Laurent Fabius s'est, paraît-il, rendu populaire en roulant en 2 CV lorsqu'il était premier ministre... On sait où cela l'a mené...

Les *Grünen* allemands avaient pourtant montré l'exemple d'une rapide dégénérescence bureaucratique et sociale : abandon du tourniquet, de la rotation des postes, de la consultation de la base, embourgeoisement au frais du denier public. Mais ceux qui n'en sauraient rien peuvent quand même constater les dérapages qui existent déjà chez les Verts. Prenons encore l'exemple de la dernière assemblée générale des Verts de Saint-Etienne : tripatouillage de fausses cartes, circulation de calomnies, pressions diverses pour réduire au silence quelques gêneurs qui demandaient des comptes. C'est ça la démocratie directe ?

Ce n'est pas tout. L'idéologie écologiste vise à nous faire croire que les lois de la nature dictent l'organisation sociale : c'est un retour aux antiques philosophies qui nous maintenaient dans le carcan du « nous n'y pouvons rien ». Les écolocrates vont tout simplement prendre le relais du Roi Soleil ! Leur défense des prétendus « équilibres naturels » n'est qu'une fumisterie, puisque la vie est par définition mouvante, dynamique, changeante. Y compris dans ses éléments naturels : sans quoi la Terre ne serait jamais née, et l'évolution des espèces ne se seraient jamais faites, à commencer par l'espèce humaine. La critique du « productivisme » n'est qu'un cache-sexe intellectuel pour éviter de dénoncer le capitalisme. Car le système actuel ne produit pas pour produire, mais pour vendre, nuance ! Les anarchistes ne veulent pas « vendre mieux », mais abolir l'ordre marchand. Ils sont pour le développement de la consommation maximale, pour la satisfaction des besoins de tous, chose qui ne sera possible qu'en transformant radicalement le système actuel.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Frogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977

Ce n'est pas l'abstention qui fait le jeu du FN...

Depuis les élections régionales, les partis politiques à droite comme à gauche appellent à combattre l'abstentionnisme. Ici on dit que les abstentionnistes oublient leur « devoir de citoyen » et là on prétend que « s'abstenir, c'est voter pour le Front National »...

Ils nous proposent (et voudraient bien nous obliger comme en Belgique) d'aller voter pour simplement pouvoir dire quelque temps plus tard que « notre système démocratique » est bon. La preuve : l'immense majorité des électeurs leur faisant pleinement confiance se déplacent aux urnes... Et bien non !

Les citoyens ne décideront jamais rien d'eux-mêmes dans ce système de « démocratie parlementaire » d'abord parce que tous les citoyens ne sont pas tous des électeurs et que notre confiance envers les politiciens n'existe pas. En clair, ce n'est pas un « devoir » d'aller...

Voter pour des imposteurs !

Quant à ceux qui prétendent que « s'abstenir, c'est voter Front national » (PS - PC) ou « c'est laisser la place au FN » (Les Verts - Génération Ecologie), leur but est simplement d'obtenir les voix de déçus, avec le dernier des arguments : « voter pour nous, c'est empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir » (et oubliez ce qu'on a fait et ce qu'on aurait dû faire !)... ou encore : « voter pour nous c'est sauvegarder l'union démocratique contre l'extrême droite ».

Au contraire, les écologistes agissent sur le thème de la peur. Le catastrophisme, style fin du monde à l'approche de l'an deux mille, avec ses constats invérifiables par la quidam (trou de la couche d'ozone, effet de serre, réchauffement de l'atmosphère) révèle en fait une peur panique face à la merde, c'est-à-dire face à l'argent. De même que la merde est la vérité de l'Etat, que celui-ci tente de refouler (hygiène, ordre moral), l'argent est la vérité du système capitaliste qu'il refoule

Le catastrophisme écologiste

derrière l'alibi du besoin des consommateurs. A partir de là, la lutte anti-pollution fonctionne aussi comme toutes les croisades réactionnaires, contre la décadence des mœurs, pour la pureté, pour l'ordre moral.

Le slogan des écologistes visant à « sauver la planète » (et non pas « la société humaine » !) sonne finalement comme un diktat : hors de l'Eglise écolo-naturaliste, point de salut. Avec ses campagnes de culpabilisation quasi religieuse : comme si c'était nous les principaux pollueurs ! Avec toutes les dérives totalitaires que cela comporte : or, les écologistes risquent d'en avoir les moyens, puisqu'ils veulent s'emparer de l'Etat et qu'ils ne veulent pas le détruire. Certes, ils sont contre l'Etat centraliste et jacobin, mais ils sont pour sa dilution à tous les niveaux :

Le passé montre que les « social-démocraties » n'ont guère agi contre le fascisme, le nazisme, le régime vichyste... et le présent le confirme. C'est quand même le Président Mitterrand qui, par un courrier en 1984, a ouvert tous les médias à Jean-Marie Le Pen. C'est bien Mme Georgina Dufoix (et oui, encore elle), alors ministre, qui a ouvert « les centres de détention » (ou camps de concentration) près des grands aéroports pour expulser plus rapidement... et la double peine (prison et expulsion), ce n'est pas un régime fasciste qui l'a mise en place : instaurée par Pasqua et Pandraud, elle a été conservée et même renforcée par les gouvernements « socialistes »... (le nombre annuel des expulsions a été multiplié par 4 sous les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy).

Au lieu de combattre réellement les idées réactionnaires, la xénophobie, le nationalisme, le fascisme, des lois anti-immigrés sont votées dans toute l'Europe par ces « démocrates » qui confirment le traité de Maastricht et les accords « sécuritaires » de Schengen et TREVI.

Quant aux Verts et à Génération Ecologie, lors du vote du budget d'Île-de-France en décembre, 1/3 a voté avec la droite, 1/3 avec le PS, le PC, le FN, et 1/3 s'est abstenu... Ils sont vraiment prêts à s'allier avec tous pour le pouvoir ! De plus, il n'existe rien dans leurs programmes écologistes pour combattre les mauvaises herbes nauséabondes et fascisantes qui gangrènent nos sociétés.

Groupes Humeurs Noires de Lille

l'autorité partout ! Et il faudrait leur donner le pouvoir ? Ne leur faisons pas crédit, jamais. Pas plus qu'aux autres. Ni gauche, ni droite disent-ils ? Plutôt ni la gauche ni la droite, ce qui permet aux carriéristes et aux arrivistes de toute sorte de se ruiner sur les places à prendre...

Les écologistes exigent un contrôle plus pointu des rapports Homme-nature, ce qui induit en fait un contrôle encore plus rigoureux des rapports entre les hommes. Ils disposent d'une belle niche écologique dans le nouvel organigramme de la société technicienne. La lutte des classes, l'abolition du salariat, la suppression de l'Etat, tout cela est désormais nié ou oublié par les nouveaux prétendants dont le discours oscille entre, au pire, l'écocapitalisme et, au mieux, le libéralisme de gauche dégoûtant de morale et de bonne conscience. Le corollaire, c'est : chacun à sa place !

De mouvementiste, l'écologisme est devenu institutionnel, électoraliste, politicien. Il n'a plus aucun rôle de contestation de l'ordre actuel. Les Verts appellent même à intervenir militairement en Yougoslavie : le pacifisme mène à tout ! Il est loin le temps où l'écologisme véhiculait un combat contre l'autorité, contre la hiérarchie, contre la guerre. C'est à nous de le reprendre, haut et fort.

Philippe Pelletier
(avec l'aide d'Infos & Analyses libertaires n° 34)

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)
1 mois 5 n°	35 F	70 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F
1 an 45 n°	290 F	530 F

Abonnement de soutien : 350 F. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.